

Rencontres interdisciplinaires Sociétés-Environnement

Archives et dynamiques des sols

Terra Mater

Les sols convoités

17-18 octobre 2018

Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis,
campus Mont Houy
Bâtiment Matisse, amphi 150

Premier appel à communications et à posters

L'évolution des sols est le reflet tout à la fois des fluctuations climatiques, de la nature de la couverture végétale et des usages qui en sont faits. Lieux de vie (pédofaune...) et supports de la croissance des végétaux cultivés ou non, utilisés ou non par les sociétés humaines (nourriture, médication...), les sols ont été façonnés depuis des millénaires, parfois jusqu'à la surexploitation. Certains ont subi des phénomènes d'érosion, souvent accélérés par des pratiques agricoles inadaptées ou intensives, parfois irréversibles. Ils ont constitué - et constituent toujours à travers le monde - un enjeu fondamental tant social et économique que politique et environnemental, de l'échelle locale (remembrements, périmètres de modernisation, ...) à celle globale (*land grabbing*), en passant par les divers échelons étatiques et institutionnels (réformes agraires, accessibilité à la ressource, sécurisation et statut de la propriété foncière). Une telle pluralité empêche toute approche univoque du sujet et fait du sol un objet de recherches tant en sciences humaines et sociales (géographie, histoire, sciences économiques, droit), qu'en sciences de la vie et de la terre.

C'est un moyen de production pour les agriculteurs et éleveurs et un objet de réglementation pour les gestionnaires des territoires. Les travaux de recherche qui se sont multipliés ces dernières années sur les relations sociétés/territoires/milieus ont montré combien il était fondamental de comprendre le rôle qu'ont joué les sociétés passées pour une gestion durable du sol en tant que patrimoine biologique, combien également les processus de dégradation des sols d'une part, les enjeux de la sécurisation alimentaire d'autre part ou encore l'évolution des valeurs attribuées à la terre agricole génèrent de véritables dynamiques d'innovation (renouvellement des liens ville-campagne), mais également de vives tensions ou des conflits.

Les deux premières rencontres de ce cycle sur les sols se sont tenues en 2014, *Sols en mouvement*, et en 2016, *Sols nourriciers*.

Le dernier volet portera sur les sols convoités.

Il s'agira de mettre au centre des débats la question du foncier, celle de la notion de propriété et de partage du sol, intégrant les jeux de compétitions et de convoitises entre les différents acteurs (agriculteurs, gestionnaires, élus, communautés d'habitants...)

Elle recouvre à la fois des dimensions spatiales et temporelles, en intégrant la question de la transmission intergénérationnelle du capital-sol. Elle intègre aussi une dimension financière en croisant valeur agronomique, valeur d'usage et valeur d'échange, actuelle ou anticipée. Les sols entrent en effet dans les systèmes compétitifs d'échange, de valorisation par changements juridiques (droit à bâtir, dispositifs de protection...), économiques (mise en marché), sociétaux (collectivisation, propriété privée, bien commun...). Différents groupes sociaux sont impliqués dans cette appropriation du sol selon des mouvements rapides ou lents motivés par des changements culturels, des choix politiques et économiques imposés par les tenants et les acteurs institutionnel du sol (syndicats agricoles, sylvicoles...) ou politiques (Europe, communes, intercommunalités...) à ceux qui le travaillent.

La convoitise du sol invite à considérer enfin une relation presque passionnelle avec la terre : celle que l'on revendique, que l'on défend, qui engendre des conflits ; la terre du front pionnier, ou en sursis (promis à un projet d'aménagement parfois depuis des décennies), celle dont sont exclus les éleveurs et les agriculteurs au nom d'une biodiversité sanctuarisée dans des espaces naturels de protection intégrale ; celle où la cohabitation entre acteurs aux intérêts divergents est de plus en plus difficile ou inversement celle que l'on protège mais dont on régule et organise les usages au nom d'une multifonctionnalité assumée (périmètres de protection ou de labellisation agricole).

La question foncière présente aussi des aspects juridiques et symboliques dont témoignent entre autres les délimitations parcellaires (borne, muret, haie...) dont l'archéogéographie a révélé toute l'importance.

Tous ces éléments ont pu, dans le passé, être les vecteurs de dynamiques territoriales spécifiques. Ils sont aussi, à l'heure d'un défi social et environnemental sans précédent, d'une grande actualité, dans l'ensemble du monde et dans un contexte d'internationalisation croissante des transactions foncières.

Les discussions doivent permettre d'ouvrir le dialogue interdisciplinaire entre historiens, archéologues, géographes, pédologues, mais également écologues, agronomes, aménageurs, économistes ou juristes échangeant les approches et la sémantique, les protocoles de recherche, les méthodes et les questions.

***Les propositions de communications et de posters** devront comporter **un titre court et suggestif, 5 mots-clés et un argumentaire** (3200 signes espaces comprises présentés en une page sous fichier word de préférence), jalonné éventuellement par quelques intertitres courts et explicites. L'auteur doit indiquer ses **coordonnées** (courriel, téléphone, coordonnées postales).

*Ces propositions sont à adresser **au plus tard le 30 avril 2018** à l'une des adresses suivantes en précisant l'objet *Sols convoités* :

Fabrice Guizard, fabrice.guizard@univ-valenciennes.fr
Nicolas Rouget, nicolas.rouget@univ-valenciennes.fr

*Les auteurs seront avisés du résultat des délibérations avant la fin du mois de mai. Des précisions seront alors données sur l'organisation matérielle du colloque. Les rencontres prennent en charge l'hébergement et la restauration des communicants (si plusieurs auteurs, un par communication).

Il sera demandé une participation sous forme d'inscription s'élevant à **80 euros** pour les enseignants-chercheurs et assimilés, **50 euros** pour les doctorants.

Les communications et posters seront publiés, après avis du comité scientifique, au deuxième semestre 2019. Il conviendra donc de respecter scrupuleusement les normes éditoriales et la date ultime de remise des manuscrits (fin décembre 2018).

Comité scientifique :

Corinne Beck, Professeur émérite d'Histoire et archéologie médiévales, Université de Valenciennes et Hainaut-Cambrésis (UVHC)

Jérôme Buridant, Professeur de Géographie, Université de Picardie Jules Verne

Marc Galochet, Professeur de Géographie, UVHC

Fabrice Guizard, Maître de conférences en Histoire médiévale, UVHC

Patrice Herbin, Responsable du service archéologique du Conseil départemental du Nord

Jacques Heude, Maître de conférences en Géographie, UVHC

Nicolas Rouget, Maître de conférences en Géographie, UVHC

Guillaume Schmitt, Maître de conférences en Géographie, UVHC

Marc Suttor, Professeur d'Histoire médiévale, Université d'Artois

Céline Vaz, Maître de conférence Histoire contemporaine, UVHC

Pour toutes informations supplémentaires :

Fabrice Guizard
fguizard@gmail.com



Commission de géographie rurale
Commission de biogéographie

